
LOS ANGELES - Réunion de l'organisation des télécommunications du Commonwealth (CTO) avec les membres du GAC

Mardi 14 octobre 2014 – 12h30 à 14h00 PDT

ICANN - Los Angeles, ÉTATS-UNIS

TIM UNWIN :

Votre attention s'il vous plaît. La réunion de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth (CTO) va commencer. Si vous n'y participez pas, si vous ne représentez pas un pays du Commonwealth membre du GAC, vous pouvez aller déjeuner. Nous avons besoin de cette salle, s'il vous plaît.

Je me demande s'il est possible d'allumer les projecteurs car nous allons passer des diapositives sur l'ordinateur que nous avons ici. Inutile de faire la transcription, à moins que vous ne vouliez manquer le déjeuner.

S'il y a des personnes qui restent pour cette réunion, vous pouvez peut-être vous rapprocher, histoire que ce soit un peu plus convivial. Ce serait super. Nous allons commencer dans quelques minutes.

OK. Mesdames et messieurs, commençons. Une feuille d'émargement va circuler parmi vous. Bon nombre d'entre vous savent que nous avons récemment créé une liste de diffusion pour le Commonwealth/GAC. Si vous souhaitez vous y inscrire, faites simplement une croix à côté de votre adresse électronique. On peut avancer. On a encore perdu l'image. OK. Merci encore une fois. Le but de cette réunion est de partager ce qui est à l'ordre du jour et ce qui intéresse les pays au travers du Commonwealth, afin de renforcer nos capacités. Nous avons

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio, mais dans certains cas, il se peut qu'elle soit incomplète ou présente des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible. Des corrections grammaticales ont également été apportées. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier audio original et non comme un enregistrement faisant autorité.

communiqué l'ordre du jour plus tôt. Il comprend huit points. J'essaierai de tous les évoquer en une demi-heure pour que nous puissions tous aller déjeuner. Mais pour ce faire, je compte sur vous. Avant tout, on va commencer par les dernières infos concernant les initiatives du Commonwealth et l'entraide sur les sujets prioritaires. Il n'y a pas de point de l'ordre du jour consacré à ça. Mais c'est l'occasion pour vous de soulever les questions dont vous voudriez discuter. Mark nous parlera ensuite brièvement des droits humains au sein de l'ICANN. Ceux qui étaient là ce matin ont déjà abordé le sujet.

Information. Protection des indicateurs des OIG. L'OCDE aimerait glisser un mot ou deux là-dessus. Élections de l'UIT et conclusion.

Pour ceux qui ne viendraient pas du Commonwealth, ce serait bien d'afficher la carte pour planter le décor de ce dont on va parler. Je pense que les gens savent que le Commonwealth compte 53 pays répartis sur tous les continents, ce qui représente environ un tiers de la population mondiale. Donc en collaborant de façon cohérente, nous pouvons abattre une énorme masse de travail.

Bien, les dernières infos sur les initiatives du Commonwealth. Nous sommes en retard donc tâchons d'être brefs. Mark, je vous laisse parler de l'IGF en Turquie.

MARK CARVELL :

Oui. Merci Tim. Et je vous souhaite à tous la bienvenue à cette réunion. Je suis membre du groupe consultatif multipartite [MAG] pour l'IGF, ainsi qu'un des huit ou neuf membres, il me semble, du MAG du

Commonwealth. J'imagine que la plupart d'entre vous savent que le neuvième IGF a eu lieu à Istanbul du 2 au 5 septembre. Le thème principal était « Connecter les continents pour promouvoir la gouvernance multipartite d'Internet ».

Le résumé du président de l'IGF a été publié récemment. Vous le trouverez sur le site de l'IGF : www.intgovforum.org.

Les parties prenantes sont invitées à faire part de leurs remarques ou questions. J'espère que vous en apprécierez l'importance. Vous avez jusqu'au 27 octobre pour envoyer vos commentaires sur le format, la programmation et les thèmes de ce neuvième IGF. Ces commentaires seront notés dans un document qui sera examiné lors de la prochaine consultation ouverte et réunion du MAG de l'IGF, qui aura lieu du 1er au 3 décembre à l'UIT, à Genève. L'un des principaux objectifs de cette consultation ouverte sera de déterminer comment donner suite aux questions et conclusions exprimées à Istanbul avant le prochain IGF, qui aura lieu du 10 au 13 novembre 2015 à João Pessoa, au Brésil. Donc nous sommes déjà en train de préparer le dixième IGF au Brésil.

Les inscriptions. Juste pour en revenir à la consultation ouverte, je dois vous prévenir que l'inscription à cette réunion doit se faire en ligne avant le 15 novembre. Il ne sera pas possible de le faire sur place. Donc si vous ne vous inscrivez pas sur le site internet avant le 15 novembre, on m'a informé que vous ne pourriez pas assister à la réunion. C'est apparemment une restriction imposée par l'UIT parce que la réunion aura lieu dans ses locaux.

Cet IGF était très important et s'est déroulé à un moment crucial après la conférence de NETmundial à São Paulo, qui a permis d'adresser des messages clairs sur le renforcement des processus existants, y compris l'IGF. La révision du SMSI+10 va bientôt entrer dans sa phase finale avec la préparation d'un événement spécial qui aura lieu en décembre 2015 à New York.

Donc en tant que produit du Sommet mondial sur la société de l'information, ou SMSI, l'IGF fait l'objet d'un examen très minutieux. C'est pourquoi les suggestions concernant les moyens de le renforcer et de le faire progresser sont essentielles pour mieux le promouvoir et l'améliorer. Son mandat arrivera à terme à la même période. Ça fait partie de la révision du SMSI. Faut-il poursuivre l'IGF ? C'est à l'Assemblée générale des Nations unies de décider. Donc c'est un moment crucial. La position du Royaume-Uni – et il me semble qu'elle est partagée par beaucoup d'États membres du Commonwealth – est que le mandat de l'IGF devrait être renouvelé, car c'est un forum multipartite permettant à toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, de se rassembler et d'être sur le même pied d'égalité.

Si vous regardez les chiffres d'Istanbul, vous verrez que c'était plutôt positif. Au total, il y avait 2 400 participants sur place et 1 300 à distance. Si vous prenez chacun des groupes de représentants sur place, 780 personnes étaient issues de la société civile, 571 des gouvernements, 600 du secteur privé et 260 des communautés techniques. On avait donc une très bonne représentation des parties prenantes, ainsi qu'une bonne diversité géographique par continent. Je

ne vais pas rentrer dans les détails maintenant parce que je dois terminer mon intervention.

Je vais simplement conclure en disant que le MAG a bien compris l'importance de faire entrer l'IGF dans une nouvelle phase en innovant.

Je vais rapidement citer les principales nouveautés. On a cinq forums des bonnes pratiques. Ensuite, on a l'engagement de travailler entre les sessions. Comme je l'ai dit plus tôt, la réunion de Genève début décembre sera l'occasion d'en aborder les modalités. Elle se penchera notamment sur les IGF nationaux et régionaux – il y a tellement d'IGF dans la sphère du Commonwealth – qui ont été invités à rassembler les questions soulevées dans le rapport du président de l'IGF d'Istanbul, y donner suite et faire un rapport lors de l'IGF au Brésil, pour que nous puissions vraiment progresser sur certains sujets clés comme l'accessibilité, la viabilité, la protection de l'enfance et les principales ressources internet.

Évidemment, l'IANA était au cœur des discussions à Istanbul.

Il existe un site internet de l'IGF du Commonwealth. J'espère que beaucoup d'entre vous s'en rappellent, cela donne une occasion d'appréhender certaines des mesures relatives à l'IGF mondial. Peut-être plus tard, nous évoquerons brièvement l'évolution future de l'IGF du Commonwealth. Mais au Royaume-Uni, nous pensons que c'est un forum essentiel qui offre aux parties prenantes du Commonwealth la possibilité d'exprimer leurs opinions sur le modèle de l'IGF et la manière de le faire progresser.

Les transcriptions de toutes les sessions d'Istanbul sont disponibles sur le site de l'IGF.

Je finis là-dessus. Si vous avez des questions sur n'importe quel aspect de l'IGF, j'y répondrai plus tard hors ligne. Merci.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup, Mark. Désolé de vous interrompre. Y a-t-il des questions ou des commentaires rapides pour Mark ? Merci.

Juste pour vous tenir informés de ce qu'il se passe du côté du Commonwealth concernant les ateliers régionaux en cours sur le modèle de sécurité, vous vous souvenez qu'à l'issue de la conférence des ministres chargés des TIC et de la conclusion d'un accord sur un cadre de cybergouvernance pour les pays du Commonwealth, nous avons été chargés de rédiger plusieurs documents, notamment un sur les stratégies internationales de cybersécurité. Ceux-ci font actuellement l'objet de discussions dans les ateliers régionaux, les deux prochains ayant lieu les 17 et 18 novembre à la Barbade et les 20 et 21 novembre au Kenya. Tous ceux qui aimeraient en savoir plus, contactez-moi et je vous mettrai en relation avec les personnes concernées. S'il vous plaît, partagez ces dates avec vos collègues qui souhaiteraient participer.

Très rapidement, au cours des précédentes réunions de ce groupe, nous en avons assez peu dit sur ce que fait la CTO. Je pense que beaucoup d'entre vous ne savent pas ce que nous faisons. Donc j'ai pensé afficher une diapositive là-dessus. En gros, c'est l'organisation à laquelle

appartiennent les gouvernements, les entreprises, la société civile et les pays du Commonwealth. Elle comprend trois sections opérationnelles qui travaillent dans les domaines de la recherche, du développement des capacités et des événements. Elle se focalise sur six thématiques prioritaires du plan stratégique.

Mais notre plan stratégique sera renouvelé au cours de l'année prochaine. Donc nous serions ravis de bénéficier des contributions de nos membres et d'autres personnes dans les domaines sur lesquels nous devons sans doute nous concentrer pendant les quatre prochaines années.

Comme vous le savez probablement, nous essayons de mieux coordonner les positions adoptées par les pays du Commonwealth dans divers forums internationaux.

Juste pour vous donner un aperçu de ce que nous faisons et des dates à noter dans vos agendas... il y a tellement à dire que c'est difficile de tout évoquer en seulement quelques minutes. Il y aura un forum sur la bande passante en novembre à Nairobi et un autre sur la transition vers le numérique en février à Johannesburg.

Dans les Caraïbes, il y aura un atelier sur les TIC et les obstacles en la matière à Antigua-et-Barbuda. J'ai mentionné les ateliers sur la cybersécurité, qui sont une des initiatives les plus intéressantes que nous ayons récemment lancées et que nous allons organiser deux ou trois par an pour les membres des conseils de réglementation, portant sur leur rôle dans les TIC. Je vais m'arrêter là à ce sujet. Vous pouvez lire bien plus vite que je ne parle.

Le dernier point que je voulais aborder, c'est que le Conseil de la CTO a accepté qu'on rédige une déclaration sur les objectifs post-2015. Je partagerai ce document avec vous quand un de mes collègues prendra la parole. Je vous en ai envoyé une copie numérique, je pense que ça peut vous intéresser. Je pense que beaucoup d'entre nous admettent que les TIC ne sont pas suffisamment évoqués dans les objectifs post-2015. C'est un document que nous avons élaboré ensemble, en consultation avec nos membres pour le diffuser plus largement.

Vous voyez maintenant une présentation séparée de la COMSEC sur l'initiative portant sur la cybergouvernance, donc je vais en parler brièvement. Ça prend dix diapositives. Excusez-moi, mais vu l'heure, je vais les passer très, très rapidement. La CCI est un projet qui dépend désormais du secrétariat du Commonwealth, et qui vise à proposer des programmes complets pour réduire la cybercriminalité. Cette initiative a été lancée en 2011 au travers du programme Commonwealth Connects par les chefs de gouvernement lors de leur réunion à Malte. Elle a pour mission de faire avancer le travail dans cet espace. Elle a pour mot d'ordre la simplicité en encourage les gens à travailler ensemble pour coordonner et mettre à profit l'expérience de ses différents partenaires.

Elle a récemment été rattachée, au sein du secrétariat, à la section chargée du respect de la loi, qui soutient le Comité exécutif de gestion [EMC]. Encore une fois, vous avez sans doute lu tout ça plus vite que je ne peux le dire.

En gros, l'EMC comprend des États et des organisations qui se sont engagés à exploiter cette initiative, à fournir des lignes directrices, à

mettre en commun les compétences et à promouvoir plus largement le forum. En passant, il est bon d'en dire un peu plus sur ce que le Commonwealth apporte. Il signifie beaucoup de travail, notamment en ce qui concerne la loi type du Commonwealth sur la cybercriminalité et le programme Harare d'assistance mutuelle, et il repose beaucoup là-dessus. Les chefs de gouvernement l'ont mandaté pour faire avancer les choses de manière efficace.

Nous pourrions évoquer certains succès, peut-être que des personnes venues du Ghana ou de Trinité-et-Tobago pourraient dire quelque chose à ce sujet, mais en gros, nous avons travaillé sur un modèle d'identification des besoins puis collaboré avec des partenaires locaux pour offrir des solutions. Un travail de suivi a également été réalisé dans les pays cités en bas. Le mieux pour obtenir plus d'informations sur la cybercriminalité est d'aller sur commonwealth.int, et [Catalina Supaloo], des Samoa, se charge de ça avec son assistant [Shea Drak]. Tracy, vous souhaitez ajouter quelque chose ? Mark ou... puisque vous êtes activement impliqué là-dedans ?

TRACY HACKSHAW :

Oui. Rapidement, je voudrais juste encourager tous ceux qui n'ont pas encore envoyé leur requête ou qui n'ont pas contacté la CCI à ce sujet à le faire. C'est reconnu comme un bon modèle dans la région où nous sommes, la région Caraïbes, j'imagine que c'est pareil en Afrique, et on attend de voir ce qu'il se passe dans le Pacifique et ailleurs. Donc s'il vous plaît, envoyez vos requêtes. L'adresse est affichée à l'écran. Jusqu'ici, c'est un succès, on a eu de très bons cas d'étude et des

réussites remarquables dont je tire des leçons. Vous pouvez me contacter pour discuter des intérêts particuliers de mon pays. Merci.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup. Je pense que l'on pourra poursuivre les discussions avec Tracy, Mark ou moi-même plus tard.

Passons au point n° 2, qui constitue vraiment l'occasion pour tous les membres d'évoquer des thématiques sur lesquelles ils estiment qu'il pourrait être utile d'élaborer des accords pour le Commonwealth, et de parler de sujets qui ne sont pas prévus à l'ordre du jour. Mais si les membres souhaitent partager leurs centres d'intérêt... se focaliser sur les pays ici présents mais aussi les autres, il y aura une discussion sur les droits humains dans une minute, et c'est censé être une consultation ouverte. Je sais que nous prenons beaucoup de retard. Mais s'il y a questions, posez-les maintenant.

J'en déduis qu'il n'y en a pas pour le moment. Mais gardez à l'esprit qu'à l'avenir, si vous avez des questions avant les réunions, nous avons maintenant une liste de diffusion sur laquelle nous pouvons échanger et discuter, et n'hésitez pas à ajouter des points à l'ordre du jour.

Mark, je peux vous laisser animer la discussion sur les droits humains ? Comme ça, je peux faire circuler maintenant le document sur les objectifs post-2015.

MARK CARVELL :

Oui. Merci Tim. J'ai pensé qu'il était important d'échanger avec mes collègues du groupe du Commonwealth notre point de vue au Royaume-Uni sur l'importance du débat que nous avons actuellement sur les droits humains et les responsabilités de l'ICANN, et sur ce que le GAC devrait envisager au vu de ces responsabilités. Comme le Brésil l'a dit plus tôt, la déclaration NETmundial établit clairement qu'Internet, en tant que ressource mondiale, et les gouvernements ont une responsabilité juridique et politique primordiale en ce qui concerne la protection des droits humains, ce qui n'est pas clairement défini au sein de l'ICANN, qui est une organisation du secteur privée, évidemment, se fondant sur la législation américaine. Elle n'a pas de devoirs en termes de droits humains mais au vu de ses responsabilités, nous estimons qu'elle doit explicitement faire part de son engagement à respecter ces droits dans l'ensemble de ses activités mondiales. C'est pourquoi ce débat sur les droits humains s'inscrit ici au cœur des discussions de l'ICANN. Nous avons évoqué le sujet avec le GAC lors des trois dernières réunions ainsi que ce matin. Il y a eu des discussions à ce sujet lors de l'IGF à Istanbul, et il y aura une discussion intercommunautaire demain, ici-même à Los Angeles, qui se déroulera de 13 h 15 à 14 h 45 dans la salle Encino. Je pense que c'est un sujet fondamental pour les États membres du Commonwealth. J'espère que vous partagez tous l'envie de faire avancer le débat d'une manière significative et constructive, et d'étudier le type de solutions que nous pourrions proposer pour régler ces problèmes du point de vue des gouvernements.

J'ai travaillé sur certaines de ces questions en ma qualité de membre du Conseil de l'Europe. Je représente le Royaume-Uni au sein du Comité de

direction sur les médias et la société de l'information du Conseil de l'Europe, qui constitue le principal organe du Conseil chargé des droits fondamentaux dans la société de l'information et en ligne.

Le document soumis au GAC par des membres du Conseil de l'Europe, et qui a d'abord été présenté en détail par Thomas Scheider, il me semble, lors de la réunion de Londres, constitue une contribution en la matière. Ce n'est pas censé être un texte ou un ensemble de recommandations que nous, membres du Commonwealth, devrions automatiquement signer. Nous devons étudier ces recommandations, voir ce qui est important pour les populations du Commonwealth alors que l'accès à Internet continue de s'étendre dans nos communautés, et que les questions de liberté d'expression, de liberté de réunion, de protection des données et de vie privée deviennent de plus en plus présentes et font l'objet de débats politiques dans nos pays. C'est pourquoi je considère que c'est un thème très important, en particulier pour les États membres du Commonwealth.

Je pense que je vais m'arrêter là. Mais je vous le demande, si vous avez la chance de participer à la discussion intercommunautaire, je pense que ce serait très utile que vous exprimiez votre avis et peut-être que vous suiviez ce que cela donne. Mais comme l'a fait remarquer notre président, les discussions de demain aideront à peaufiner nos recommandations au Conseil d'administration dans notre communiqué portant sur ce sujet essentiel. Merci.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup, Mark. C'est peut-être déjà fait, mais le Conseil de l'Europe fait circuler ce document à la liste de diffusion du Commonwealth/GAC. Donc si vous ne l'avez pas reçu, il serait utile de le lire avant d'assister à la réunion demain. Y a-t-il des questions rapides pour Mark ? C'est clairement un point essentiel et au travers de la charte du Commonwealth, tous les États membres signataires se sont engagés à respecter une série de principes, qui sont aussi évoqués dans le document sur le cadre de cybergouvernance. Donc c'est sans doute un domaine dans lequel la coordination peut porter ses fruits.

Passons rapidement au point n° 4. La participation des gouvernements du Commonwealth ici à Los Angeles, comparée à celle à Londres, est moindre. Entre autres choses, nous étions chargés d'encourager une plus grande prise de contacts avec les membres du Commonwealth qui ne sont pas présents. J'ai eu des retours à ce sujet, il serait peut-être bon de voir s'il y a quelque chose à y ajouter, pour aller plus loin. Mais il se trouve que le coût de la participation à cet événement et sa proximité avec la réunion de l'UIT, notamment pour les pays disposant de peu de personnel travaillant dans ce domaine et de capacités limitées, ont causé problème cette fois-ci, et c'est une réelle difficulté pour un bon nombre de pays du Commonwealth, en particulier les petites îles, surtout celles du Pacifique, qui sont plus petites que celles des Caraïbes, qui ont tendance à être mieux représentées. Mais je me demandais si quelqu'un avait quelque chose à ajouter là-dessus. Oui, Mark ? Merci.

MARK CARVELL :

Je voulais juste dire que c'est une bonne nouvelle d'apprendre que Sainte-Lucie et la Gambie ont rejoint le GAC. C'est vraiment super.

Je ne sais pas si nous avons la liste à jour des membres du Commonwealth qui ne participent pas. Nous ne pouvons pas l'examiner, mais je pense qu'il nous revient à tous d'expliquer aux pays du Commonwealth qui ne font pas partie du GAC qu'il est important d'en devenir membre et de participer. Évidemment, il est possible de participer à distance, ce qui n'est pas vraiment flagrant pour cette réunion. Bref. Mais il faudrait faire quelque chose, si ce n'est pas déjà le cas. Je ne sais pas si Tracy ou Peter ont une remarque sur l'amélioration de la participation à distance aux réunions du GAC. Non ? OK.

Je vais m'arrêter là. Je pense avoir été clair.

Merci.

TIM UNWIN :

En ce qui concerne la participation à distance, elle est possible. Mais je pense qu'elle n'est pas beaucoup utilisée. Je crois que nous avons parlé de Sainte-Lucie à Londres, non ? Et pour info, la Gambie ne fait plus partie du Commonwealth. J'espère que ce ne sera pas longtemps le cas, que c'est juste un accident de parcours.

Quelqu'un veut ajouter autre chose ? Je pense vraiment, comme le suggère Mark, que nous devons encourager les membres à participer. Un tiers de la population mondiale, 53 pays. Si vous réfléchissez aux élections, nous y reviendrons plus tard, c'est assez significatif.

Tracy. Excusez-moi. Je vous ai raté. Vous auriez dû me frapper. Désolé.

TRACY HACKSHAW :

Il y a eu une initiative lancée aux Caraïbes pour faire une réunion de préparation, à laquelle l'ICANN a contribué. Peut-être qu'à la CTO, vous pouvez avoir quelque chose de semblable, ça pourrait attirer des gens, je pense, avant la réunion, afin de les informer des sujets à aborder. Peut-être que vous pourriez le faire sans forcément avoir besoin de l'ICANN, j'imagine que vous avez les ressources nécessaires pour réaliser un webinaire ou organiser une sorte de conférence téléphonique. Vous n'avez pas forcément besoin de l'aide de l'ICANN. Vous pourriez avoir une liste sur laquelle diffuser, peut-être quelques semaines avant, certaines requêtes concernant ce qui est à l'ordre du jour, ou faire une conférence téléphonique ou un webinaire. [inaudible] le personnel de l'ICANN, je suis sûre qu'ils seraient heureux de donner un coup de main, tout comme d'autres, même le GAC, nous pourrions vous aider. Et ça pourrait attirer des personnes qui ne participent pas d'ordinaire. Au moins, ils prendraient part au webinaire et assisteraient peut-être à la réunion ensuite, à distance ou sur place.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup. Nous espérons avoir une liste de diffusion créée par l'ICANN plus tôt, mais pour diverses raisons, ça ne s'est pas fait. Donc nous l'avons créée nous-mêmes.

J'essaie d'être politiquement correct là, je pense que ça aurait dû être fait et pas par la CTO, mais elle est actuellement sur notre adresse,

commonwealthgac@cto.int. Nous pouvons l'utiliser pour nous coordonner et étudier vos suggestions.

Pouvons-nous passer au point n° 5 ? Jonathan, merci de nous avoir rejoints.

Pouvez-vous nous donner une mise à jour ? Nous avons discuté de ce sujet lors de notre réunion donc je pense qu'il serait bon de connaître les derniers éléments concernant les indicateurs des OIG.

JONATHAN :

Merci Tim, et merci à tous d'être ici et pour le soutien que vous nous avez accordé à Londres.

Comme l'a dit Tim, vous vous rappellerez peut-être que mon collègue [Alexandrix Kofea] vous a brièvement présenté le sujet lors de la réunion de Londres. Mais juste pour résumer, l'OCDE et une coalition d'environ 60 organisations intergouvernementales demandent à l'ICANN de nous donner des garanties pour les noms et sigles/acronymes de premier et deuxième niveau. Nous demandons que ces garanties respectent le statut unique des OIG en vertu du droit international. Par exemple, la protection dont nous bénéficions déjà en vertu de l'article 6ter de la Convention de Paris, des garanties comprenant le recours à des procédures de résolution de litiges compatibles avec nos privilèges et notre immunité, et des garanties qui ne soient pas trop coûteuses pour les organisations aux ressources limitées que nous sommes.

Donc encore une fois, merci pour le soutien que vous nous avez accordé à Londres, qui a été essentiel.

Il y a eu du nouveau depuis la dernière réunion. Juste avant Londres, vous vous rappellerez peut-être que le NGPC a conseillé à la GNSO d'envisager de modifier certaines de ses recommandations précédentes au sujet des garanties pour les OIG, et qui étaient incompatibles avec l'avis donné par le GAC à ce même sujet.

Juste avant la réunion du 7 octobre, le conseil de la GNSO a écrit une lettre au NGPC présentant un discours gênant. Je vais lire cette lettre.

Ça dit : « D'après notre discussion avec Chris [Chris Disspain], nous comprenons que le Conseil d'administration doit encore finaliser une réponse à l'avis du GAC indiqué dans le communiqué du GAC de Londres, mais que le NGPC et le GAC ont quand même mutuellement conclu qu'en ce qui concerne la protection des sigles/acronymes des OIG, la requête initiale adressée par les OIG en matière de garanties préventives permanentes, c'est-à-dire par le biais d'une réservation ou d'un moyen autre, ne peut aboutir. »

Nous ne savons pas vraiment d'où sort cette idée que ces garanties ne sont pas applicables, en particulier étant donné que, comme je l'ai dit, les garanties dont nous bénéficions déjà en vertu de l'article 6ter de la Convention de Paris sont mises en pratique d'une façon ou d'une autre dans de nombreux pays membres du GAC.

Il est important de se rappeler que le GAC maintient depuis Toronto que nous devons avoir ce genre de protection et que les OIG ont droit à des

garanties préventives. Depuis trois ans, nous attendons que l'ICANN agisse d'une façon ou d'une autre pour mettre cette solution en œuvre.

L'événement le plus récent à ce sujet s'est passé samedi matin, lorsque nous nous sommes réunis avec certains membres du Conseil d'administration de l'ICANN, du NGPC et de la GNSO, et nous avons évoqué la question lors de la réunion du GAC samedi. Pour ceux qui n'étaient pas là ou qui ont raté un épisode, en gros, ce qui va se passer, c'est qu'un petit groupe d'OIG va se constituer pour consulter la GNSO à ce sujet, afin de trouver une solution acceptable.

Il ne nous sera pas difficile de constituer ce groupe. Comme je l'ai dit, nous avons déjà eu une coalition d'environ 60 OIG, et nous avons cinq ou six personnes qui travaillent activement sur cette question.

Les OIG présentes à cette réunion sont la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation de la coopération islamique et l'OCDE, évidemment.

Nous étudions encore comment doit fonctionner ce petit groupe. Juste avant la réunion du GAC samedi, vous vous rappellerez peut-être que le NGPC a diffusé un document de discussion destiné à servir de base pour les débats entre les OIG et la GNSO. Mais j'ai dit lors de la réunion de samedi que ce document ne prenait pas en compte les discussions que les OIG ont déjà eues avec le NGPC.

Donc avec un peu de chance, nous pourrions nous mettre d'accord sur une nouvelle formulation du document qui servirait de base, de point de départ de ces discussions, histoire qu'elles partent du bon pied afin

de refléter précisément ce que les deux côtés tiennent à cœur, ainsi que, et plus important encore, les accords déjà conclus sur certains de ces points fondamentaux.

Donc les OIG font preuve d'un optimisme prudent. Il y a encore des tensions entre elles et la GNSO à ce sujet. Espérons que ce petit groupe permettra de dissiper certaines de ces tensions et d'avoir des discussions plus ouvertes et plus libres, pour que les deux côtés puissent mieux comprendre mutuellement ce sujet et pour qu'on puisse enfin progresser dans ce domaine.

Parmi les choses que nous demandons ou sur lesquelles nous pensons nous être mis d'accord avec le NGPC au cours de précédentes réunions figure la notification via le bureau central des marques commerciales pour les noms et sigles/acronymes des OIG, l'information étant transmise non seulement aux OIG avec lesquelles il peut y avoir un conflit, mais également à l'éventuel titulaire du nom de domaine, afin de faire en sorte de résoudre tout conflit le plus tôt possible.

Nous sommes également intéressés par la création d'une procédure de résolution des litiges semblable à l'URS ou l'UDRP, qui serait accessible aux OIG en tenant compte de nos privilèges et de notre immunité.

Je le répète, encore merci pour le soutien que vous avez exprimé à Londres. Cette fois-ci, comme la dernière fois, les OIG proposeront un nouveau passage pour le communiqué, donc nous serions vraiment reconnaissants si les membres du Commonwealth voulaient bien soutenir les soutenir dans ce domaine.

Si vous souhaitez plus d'information, je vous invite à venir me voir dans le hall ou après cette réunion pour évoquer le sujet. Merci beaucoup pour votre temps.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup Jonathan. Désolé de vous presser mais nous devons aussi prendre soin de nos estomacs.

Jonathan a évoqué d'autres discussions mais je pense que nous nous sommes déjà mis d'accord, autant que possible en tant que groupe, pour soutenir pleinement cette initiative conformément à nos pratiques existantes, et pour dire que la protection des OIG est essentielle.

Quelqu'un veut faire une remarque, exprimer son soutien ou dire autre chose ?

[inaudible] :

J'ai une question, juste une. Pourriez-vous ajouter la Commission de l'Union africaine à votre liste de diffusion ?

TIM UNWIN :

Oui, tant que vous signez ça après. Merci, je voulais justement aborder ce sujet.

En créant la liste, j'ai été tenté d'inclure chaque représentant d'un État du Commonwealth membre du GAC, mais nous avons finalement décidé qu'il ne valait mieux pas, comme l'a écrit mon assistant, mais n'importe qui peut figurer sur la liste. Vous pouvez vous approcher et signer ça ?

Et tout le monde n'a pas signé la feuille d'émergence donc si vous pouviez le faire après, ce serait super.

Merci.

Le prochain document dont nous allons parler est celui que je viens de faire circuler. J'espère qu'il est à jour. Un des rôles essentiels au sein du Commonwealth est de se soutenir pour les élections internationales. Dans notre situation, surtout avec la réunion de l'UIT la semaine prochaine,

nous avons convenu à la suite d'entretiens avec les ministres en mars dernier et des discussions qui ont suivi qu'en cas de compétition directe au premier tour, du genre foire d'empoigne, il pourrait être utile de rassembler les 53 votes autour du pays du Commonwealth qui a le plus de chance de remporter l'élection.

Je dois donc impérativement souligner que ni la CTO, ni les organes du Commonwealth ne sont pour le fait de soutenir un candidat, mais plutôt pour le fait de soutenir tous les candidats du Commonwealth quand c'est possible.

J'ai fait circuler le document. S'il y a ici quelqu'un qui se présente et que je n'ai pas, ou que nous n'avons pas, noté, dites-le moi. Ce document a été tiré du site de l'UIT le 8 octobre.

Je vous rappelle que trois pays du Commonwealth se présentent pour le poste de secrétaire général adjoint [DSG]. En ce qui concerne le RRB, il y a un candidat pour l'Afrique, un pour l'Asie et un pour l'Australasie.

Clairement, le poste de DSG est le plus important, et ce que je viens de dire est valable ici.

Ça vous intéressera peut-être plus, les pays du Commonwealth se présentant pour les Amériques, l'Afrique, l'Asie et l'Australie. Et j'ai reçu une demande des Caraïbes. Je pense que tout le monde ici sait, puisque ça a été dit la dernière fois mais nous allons le répéter, que les Caraïbes n'ont pas été représentées au sein du conseil depuis des années, et les pays de cette région ont accepté la nomination de la Barbade. Cela ferait une grosse différence si la Barbade avait le soutien d'autres pays du Commonwealth, elle l'a fait comprendre très clairement à plusieurs reprises.

Mais comme vous le constatez, il y a plusieurs candidats à travers le Commonwealth et il serait bien que nous nous soutenions tous les uns les autres. Je ne suis pas sûr qu'il y ait besoin d'ajouter quelque chose à ce sujet, mais c'est peut-être le moment pour les pays se présentant à cette élection ou aux élections à venir de faire une déclaration, s'ils le souhaitent.

HENRI KASSEN :

Merci monsieur le président. Je parlerai des élections à venir à 14 h. Si vous regardez la liste de l'UIT et celle du GAC, les élections du GAC ont l'air très simples et, espérons, non-litigieuses en termes de soutien du Commonwealth.

La Namibie se présente, soutenue par l'Union africaine et en gros tous les pays africains et d'autres organisations, notamment l'UE, d'après ce que je sais.

Je viens de me rendre compte que tout le monde n'a pas reçu les documents, donc je vais en profiter pour me présenter. Je m'appelle Henri Kassen, je viens de Namibie et je me présente à l'un des trois postes de vice-président du GAC, et je serais très heureux d'avoir le soutien des pays du Commonwealth. J'espère reprendre le flambeau de Tracy et Peter. Si tout va bien, nous pourrions continuer à faire bénéficier le Commonwealth de notre représentation au GAC. Merci beaucoup.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup Henri.

Quelqu'un a une question sur les candidats aux élections de l'UIT ou toute autre élection ?

Oui.

OK. Oui.

[inaudible] :

Juste pour appuyer ce qu'Henri vient de dire, tous les pays du Commonwealth au GAC ont été invités à voter pour lui. C'est tout. Merci beaucoup.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup. Je crois que nous en sommes au point n° 7, je ne sais pas combien de gens connaissent les processus en cours. Je n'ai pas assisté à chaque session de l'ICANN ici, mais le rôle que joue le Forum économique mondial [FEM] dans la lignée de NETmundial et de l'ICANN s'inscrit à l'ordre du jour.

J'ai suivi un peu tout ça et j'ai mis un lien là. Je pense que je montrerai ces diapositives à tout le monde plus tard.

Mais si quelqu'un connaît bien le nouveau Réseau de coopération pour la gouvernance d'Internet, lancé par le Forum économique mondial, et est prêt à nous en parler, ce serait bien. Si vous regardez les États présents à la réunion du Forum, vous constaterez qu'il n'y avait pas tant de pays du Commonwealth que ça. Il n'y avait pas beaucoup de représentants des pays les plus pauvres. Je pense que cela illustre la duplication et la reproduction, ainsi que le manque de certitude quant à la direction prise pour régler certaines de ces questions de gouvernance d'Internet.

Si je peux donner mon avis, on dirait qu'on n'a pas du tout tenu compte du rôle que le GAC pourrait jouer au sein de l'ICANN, si des décisions essentielles sont prises en dehors de ce forum et débattues par un organe qui pourrait être considéré comme n'étant pas vraiment représentatif.

Je dis ça d'après les messages qu'on m'a transmis. Mais je pense qu'il y a des questions auxquelles nous devons réfléchir sérieusement et que le GAC devrait examiner plus largement.

Est-ce une cause d'inquiétude ou pas ? Je me tourne vers les personnes qui ont plus d'expérience de l'ICANN et du GAC que moi.

Oui ? Peter et ensuite Mark.

PETER NETTLEFOLD :

Mark aurait peut-être dû y aller en premier. Il en sait peut-être plus que moi.

Mais je suis d'accord. De mon point de vue, l'un des problèmes dans ce domaine est de trouver des informations qui n'expliquent pas clairement ce qu'il est censé faire, à part observer certaines des répercussions de NETmundial, ou être. J'ai d'abord pensé qu'il allait créer une nouvelle organisation. Apparemment, ce n'est pas le cas, m'a-t-on assuré. Mais je le répète, je ne dispose pas de beaucoup d'informations. Ce qu'on m'a dit, c'est qu'il essayait de trouver une solution temporaire à différents problèmes. L'une des premières questions que je me suis posées, c'est en quoi, s'il aborde plusieurs sujets, est-il différent de l'IGF ?

La réponse que j'ai reçue, c'est qu'il était possible que cette initiative, qui découle de l'IGF, indique l'IGF comme le bon endroit pour ça. Mais peut-être que l'IGF n'est pas le bon endroit pour tout. Il existe peut-être des forums spécialisés ou dédiés à certaines questions particulières relatives à la gouvernance d'Internet ou seulement à Internet, ça dépend de la définition plus ou moins large qu'on veut donner de la gouvernance d'Internet. C'est à peu près tout ce que je sais.

Mais l'une des difficultés que j'ai rencontrées, n'ayant pas assisté à la réunion, a été de comprendre ce qu'il était censé faire. J'ai entendu beaucoup de critiques sur le fait qu'il était confié comme ça aux gens, un autre exemple de la gestion descendante de l'ICANN. Je réserve mon avis sur la question parce que finalement, je ne comprends pas de quoi il s'agit. Ce que je vous ai dit, je l'ai entendu de la bouche d'autres personnes. Donc si quelqu'un en sait plus, ce serait vraiment bien.

TIM UNWIN : Merci beaucoup Peter. Mark, vous voulez ajouter quelque chose ?

MARK CARVELL : Oui, merci.

Le gouvernement britannique n'était pas présent à la réunion de lancement le 28 août. Donc nous n'étions pas là non plus. Ed Vaizey, notre ministre, n'a pas pu s'y rendre.

En ce qui concerne l'initiative NETmundial, nous avons plus ou moins l'instruction d'attendre. Il y a le pour et le contre. Il faut dire en sa faveur qu'elle attire l'attention des chefs d'État et des PDG sur les questions de gouvernance d'Internet et la direction que prendra la gouvernance multipartite, notamment. Il y aura un événement à Davos en janvier consacré à cette initiative, dans le cadre du programme d'activités du FEM. Et c'est là que les ministres, les chefs d'État et les PDG participeront. Donc ça, c'est un bon point.

Cette initiative a été lancée au moment où l'IGF faisait en sorte d'avoir plus de résultats en termes de projets concrets. Donc c'est peut-être un moyen précieux de noter les résultats de l'IGF. Et puis, c'est tout récent. Nous devons attendre et voir si elle va vraiment faire ça. On en saura peut-être plus lors de la consultation de l'IGF à Genève, que j'ai mentionnée plus tôt.

D'un autre côté, ça risque de nuire à l'IGF lui-même. Et c'est un risque au sujet duquel nous avons été nombreux à exprimer des inquiétudes. Nous devons attendre de voir ce qu'il se passe. Il nous semble que les États-Unis sont davantage prêts à soutenir cette initiative que les pays européens. Mais eux aussi craignent qu'elle nuise ou remplace des processus et mécanismes de gouvernance d'Internet déjà existants. Donc ça pourrait être utile. Nous ne devrions pas la rejeter en bloc. Et je dois souligner que bien que ça s'appelle NETmundial, ce n'est pas une initiative brésilienne. Il n'y a pas lien direct avec la conférence NETmundial à São Paulo. La position du Brésil est de continuer à recourir aux processus et mécanismes existants. Merci.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup. Nouvelle-Zélande.

NOUVELLE-ZÉLANDE :

Merci. Je voulais juste ajouter quelque chose aux commentaires de Peter et Mark. Ayant assisté à la conférence NETmundial, je peux vous dire qu'on a beaucoup parlé des différentes initiatives, des différents forums et des différents événements auxquels nous pourrions

participer. Il y avait une certaine frustration au vu du nombre d'événements auxquels nous sommes censés nous rendre et quant à la façon de garder le rythme. Ce que je veux dire, c'est que si les grands pays rencontrent des difficultés, les plus petits en rencontrent davantage. L'une des choses qui sont ressorties de NETmundial, c'est que même s'il est possible de lancer de nouvelles initiatives et de nouveaux forums, il est important d'éviter les doublons. Il faut toujours apporter quelque chose aux structures actuelles. Je suis d'accord avec vous concernant la confusion que cela engendre et la crainte de reproduire ce qui existe. J'aimerais qu'on prenne ça en compte car nous nous inquiétons un peu du nombre d'initiatives toujours existantes après NETmundial.

Merci.

TIM UNWIN :

Merci beaucoup. Quelqu'un n'est pas d'accord avec ce point de vue, concernant les initiatives pouvant faire doublon ? Ça concerne directement le Commonwealth car comparé aux Nations unies, nous comptons beaucoup de petits États insulaires. Et c'est une chose que nous pourrions retirer de cette réunion. Je vois beaucoup de gens acquiescer. Merci.

Je ne veux pas inonder vos boîtes mail. Ce que je trouve incroyable avec l'ICANN, c'est le nombre de courriels qu'on peut recevoir du GAC. Donc nous n'utiliserons pas la liste de diffusion à tort et à travers. Mais si j'ai d'autres informations, ou si d'autres personnes en apprennent plus, nous pourrions peut-être partager tout cela via la liste de diffusion.

Pour terminer, mesdames et messieurs, je m'excuse d'être allé aussi vite. Y a-t-il autre chose dont vous aimeriez parler ? Je prends ça pour un non. J'ai donc le grand plaisir de vous annoncer que la réunion est terminée et de souhaiter un bon appétit. Pour ceux de l'UIT, nous n'avons pas prévu d'ordre du jour du Commonwealth officiel mais ce sera un plaisir de vous rencontrer à nouveau de façon informelle. Merci de nous avoir rejoints. Si vous n'avez pas signé notre papier, c'est le cas de beaucoup d'entre vous, il est ici.

Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]